

Luxembourg, le 23 février 2016

Lettre circulaire 16/02 du Commissariat aux Assurances relative aux déclarations du GAFI concernant :

- 1) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (« LBC/FT ») présente des déficiences substantielles et stratégiques;**
- 2) les juridictions dont les progrès en matière de LBC/FT ont été jugés insuffisants ou qui ne se sont pas engagées à suivre un plan d'action développé avec le GAFI, afin de remédier à leurs défaillances;**
- 3) les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant.**

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa réunion plénière de février 2016, le Groupe d'action financière (« GAFI ») a émis des déclarations portant sur les sujets suivants.

1) Les juridictions présentant des défaillances substantielles et stratégiques en matière de LBC/FT et qui font l'objet d'un appel du GAFI à ses membres et aux autres juridictions à appliquer des contremesures

Le GAFI maintient sa position que les dispositifs de LBC/FT de

l'Iran et de la République démocratique du peuple de Corée (« RDPC »)

continuent à présenter des déficiences substantielles et stratégiques et maintient à l'encontre de l'Iran et de la RDPC l'application de contre-mesures.

Nous vous demandons dès lors de prendre en compte les risques résultant des déficiences des régimes de LBC/FT de ces juridictions et de considérer avec une attention toute particulière les relations d'affaires et opérations avec ces juridictions, y compris avec des sociétés et institutions financières de l'Iran ou de la RDPC.

Nous vous demandons d'appliquer dans ces cas des mesures de vigilance et de suivi renforcées. En outre, nous vous prions de renforcer les mécanismes de déclarations de soupçons à la Cellule de Renseignement Financier (« CRF ») du Parquet auprès du Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

2) Les juridictions dont les progrès en matière de LBC/FT ont été jugés insuffisants ou qui ne se sont pas engagées à suivre un plan d'action développé avec le GAFI afin de remédier à leurs défaillances

Veillez noter que suite au retrait de **Birmanie/ Myanmar** de la liste portant sur les juridictions dont les progrès ont été jugés insuffisants (et de son ajout sur la liste 3) ci-dessous), plus aucun pays ne figure sur celle-ci à l'heure actuelle.

3) Les juridictions dont le régime de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas satisfaisant

Les juridictions présentant des défaillances stratégiques en termes de LBC/FT et ayant élaboré avec le GAFI des plans d'actions visant à corriger ces défaillances, sont les suivantes :

Afghanistan, Birmanie/Myanmar, Bosnie Herzégovine, Guyana, Iraq, Ouganda, Papua Nouvelle Guinée, République démocratique populaire du Laos, Syrie, Vanuatu et Yémen.

Nous vous prions dès lors de prendre en considération, le cas échéant, les déficiences mises en lumière par le GAFI dans ses déclarations et les risques résultant de ces lacunes dans le cadre de vos relations d'affaires et vos opérations avec ces juridictions.

A noter que suite aux efforts substantiels démontrés par l'Algérie, l'Angola et le Panama, ces juridictions ne sont plus soumises au processus de surveillance du GAFI, mais continueront à travailler respectivement avec le GAFI et les organismes de style régional du GAFI.

Par ailleurs, nous vous invitons à consulter les décisions et déclarations du GAFI dans leur intégralité à partir des adresses Internet suivantes:

<http://www.fatf-gafi.org/publications/high-riskandnon-cooperativejurisdictions/documents/public-statement-february-2016.html>

<http://www.fatf-gafi.org/publications/high-riskandnon-cooperativejurisdictions/documents/fatf-compliance-february-2016.html>

<http://www.fatf-gafi.org/publications/fatfgeneral/documents/outcomes-plenary-february-2016.html>

La présente lettre circulaire remplace la lettre circulaire 15/11 du Commissariat aux Assurances du 26 octobre 2015.

Pour le Comité de Direction,

Claude WIRION
Directeur